Législatives 2017 - Maeva Durand


40
Maeva Durand, PCF

A l’occasion de la fête du travail nous avons posé quelques questions à la candidate communiste de notre circonscription.

JFB : Dans quel pays de notre circonscription résidez-vous et quel est votre parcours ?

Maeva Durand : Il n´est pas nécessaire de résider dans la circonscription pour en être la Députée élue. Jusqu’à l’année dernière, j’ai vécu à Berlin et Leipzig, mais j’ai également résidé dans d’autres villes en Allemagne dans le cadre de mes études comme à Göttingen ou à Mainz. En tant que chercheuse en formation à l’Institut National de Recherche Agricole (INRA) en Sociologie, l’injonction à la mobilité fait également partie de mes perspectives d’avenir. C´est pourquoi je connais bien les difficultés auxquels sont confrontés les jeunes et les moins jeunes. Trouver un travail ou étudier avec parfois de longues périodes de précarité qui se cumulent avec une difficulté de circulation (pourtant nécessaire), avec par exemple les suppressions de lignes de trains de nuits en Europe.

Je continue d’entretenir des liens avec l’Allemagne, ainsi qu’avec l’Europe centrale, pour ma recherche, de par mes voyages personnels et par les réseaux amicaux et militants que j’ai pu m’y faire. Mon suppléant pour cette candidature habite à Munich. Je me suis rendue à Budapest l’année dernière et à Bratislava. Je suis avant tout une militante de terrain, syndicaliste et féministe. J’ai pu, au sein de la Jeunesse

Communiste puis du Parti Communiste et du Front de Gauche, développer des actions et réflexions autour de questions de solidarités internationales et de paix.

JFB : Que signifie être communiste en 2017, alors que tous les modèles sociétaux tentés sur la base de ces idées ont abouti à des dictatures ?

Maeva Durand : C´est une interprétation erronée de l´Histoire que d'assimiler le PCF et Front de Gauche à ces régimes. À nos yeux, en particulier à l´Est, c'est justement parce que ces pays à des moments spécifiques de leurs histoires se sont écartés des idées socialistes, qu'ils n'ont pu aboutir à un système communiste. Je rappelle tout de même qu'en 1936, contre la montée de l'obscurantisme déjà, nos forces se sont alliées avec d´autres pour créer le Front Populaire. Je rappelle également que c'est un ministre communiste d'après-guerre en France, Ambroise Croizat, à qui nous devons (entre autres) la sécurité sociale. Au parlement européen et à l'Assemblée nationale, nous sommes à l´avant-garde pour renforcer et garantir plus de démocratie. Enfin dans les localités que nous gérons, par exemple dans le Val de Marne, département communiste, nous avons financé 4600 places de crèche avec un budget de 73 millions d'euros. C'est un choix politique pour créer des services publics qui par ailleurs sont des gages de progrès de société, pour les femmes notamment. A Ivry-sur-Seine et Vitry-sur-Seine, mairies communistes, nous nous sommes portés volontaires pour l'accueil d'un centre de 350 régugié(e)s. Ces exemples concrets définissent ce que nous sommes et ce que nous voulons : créer le France du commun, le France du partage.

JFB : Que pensez-vous de la situation des droits de l'homme en Hongrie ?

Maeva Durand : Nous condamnons toutes les dérives totalitaires, y compris en Hongrie. Nous le faisons dans la rue et avec nos élus du groupe de la GUE au parlement européen à Bruxelles et Strasbourg. Nous dénonçons l'arrêt des financements des ONG, et récemment les pressions mis en œuvre contre l'Université d'Europe Centrale (CEU). Par quoi donc sera remplacée cette université, puisque le gouvernement n'a pas l'intention d'investir dans des formations garantissant l'émancipation de tous et toutes ? Je pense à l'annonce de Zoltán Balog faite lors de la journée des droits des femmes qui a déclaré soutenir « les sciences de la famille » contre les gender studies à l'Université Loránd Eötvös (ELTE). Les

progrès sociétaux et sociaux vont de pairs avec les droits de l’Homme.

JFB : Quels sont, à votre avis, les défis que notre circonscription aura à relever dans les cinq années à venir ?

Maeva Durand : Le premier défi est de lutter pour la Paix, dans une Europe qui doit se renouveler radicalement. Devenir plus démocratique, plus sociale et permettre d´affronter les transformations énergétiques et de mobilité du futur. Par exemple, le renforcement des transports ferroviaires sur le continent comme je l’ai déjà évoqué. A travers la question du fret, c’est en fait en ensemble de thématiques qui sont abordées écologie, emploi, industrie et conception même de la société que nous voulons. Il faut investir dans des projets de long terme, se donner les moyens d’engager un travail collaboratif et non concurrentiel.

Etant donné la montée de l’extrême droite en France et ailleurs, nous devons plus que jamais réaffirmer la nécessité d’une politique d’accueil et de solidarité. Nous sommes pour le renouvellement du droit d´asile, et non sa confiscation par des régimes de plus en plus autoritaires, qui ne souhaitent pas voir que des guerres ont lieu aux portes de l´Europe, ou de l´autre côté de la Méditerranée. Le véritable problème est le financement de ces mêmes guerres par ces mêmes gouvernements qui refusent d’assumer les conséquences de leurs actes.

JFB : Vous proposez d’augmenter le nombre de fonctionnaires à l’étranger mais ne faudrait-il pas d’abord se poser la question de leur répartition et de leur efficacité ?

Maeva Durand : Les Députés du Front de Gauche ont, pendant cinq ans, à l´Assemblée, souvent apporté des éléments pour justement démontrer que cette austérité affectait directement l´efficacité des services et déstructurait profondément leur répartition, et c´est ce que nous venons de constater sous nos yeux dans notre circonscription le 23 avril dernier. Des files et des files d’attente pour élire le président de la république ! La baisse des effectifs au Ministère des Affaires Étrangères affecte concrètement notre démocratie, tant le 23 avril derniers que lorsque nous ne mettons pas assez de moyens pour recruter des diplomates. Comment mettre en place une politique de paix avec moins de diplomates et une administration consulaire diminuée ?

Puisque c’est à l’occasion de la journée internationale des travailleurs et travailleuses que nous faisons cette interview, je voudrais tout de même rajouter un mot sur l’importance de cette journée, si vous le permettez. Je sais que votre journal est respectueux des candidats et des autres partis politiques. Or, le Front National n’est pas un parti politique comme les autres et j’aimerais tout de même intervenir sur ce qu’il est en train de se jouer actuellement. Plusieurs forces, partis politiques, associations ou même individus, appellent à manifester contre le possible accès au pouvoir de Marine Le Pen. Il s’agit de battre l’extrême-droite avant tout, et plusieurs appels ont été fait dans ce sens. J’espère que les Français(e)s de l’étranger seront dans la rue, qu’ils vivent en Pologne, en Hongrie, en Allemagne ou ailleurs. J’espère, peu importe leur considération pour le candidat adverse, qu’ils mettront un bulletin qui fera barrage à ceux qui souhaitent mettre à mal nos libertés fondamentales, comme la liberté de manifester justement. Pour nous, Communistes et membre du Front de Gauche, il est impératif de battre l’extrême-droite, même si le vote pour son concurrent ne représente pas un vote d’adhésion.

Propos recueillis par Xavier Glangeaud

- 119 vues

Catégorie
Agenda Culturel